

Je commence à être plutôt las d'entendre chez nos réactionnaires l'éternel argument voulant que les paiements de transfert destinés aux personnes à revenus modestes, faibles ou fixes soient une mauvaise pratique sur le plan économique. Je soutiens que tous nos paliers de gouvernement—conseils municipaux, conseils scolaires et gouvernements provinciaux grâce à la taxe de vente, et le gouvernement fédéral grâce à l'impôt sur le revenu et aux taxes de vente dissimulées—récupèrent presque autant en recettes que ce qu'ils distribuent. En fait, je crois qu'il serait bon que quelqu'un fasse le point sur cette question. On pourrait même découvrir que les gouvernements dans notre pays, et notamment le gouvernement fédéral, réalisent effectivement des profits grâce aux paiements de transfert aux nécessiteux. J'espère que la plupart d'entre nous reviendrons un jour à la raison et comprendrons qu'il s'agit là d'argent en circulation. Quand je parle d'argent, je parle des paiements de transfert aux nécessiteux. Il ne s'agit pas d'argent dépensé en pure perte; il s'agit d'argent qui demeure en circulation. Aussi, n'imputons pas complètement et totalement aux pauvres et aux défavorisés la mauvaise administration de l'économie nationale.

En dépit de cela, le gouvernement continue à prendre des initiatives téméraires: il élimine des programmes valables uniquement parce que cela «fait bien», dirons-nous. Le meilleur exemple, c'est le titre de ce bill: «Loi modifiant ou abrogeant certaines lois pour faciliter la compression des dépenses du gouvernement». On est tenté de dire que le titre a probablement été fait par quelqu'un de l'agence de publicité Maclaren de Toronto. Je ne dis pas que c'est le cas, mais cela ressemble à un de ses trucs publicitaires.

Il est facile de comprendre pourquoi le gouvernement a adopté cette position à l'égard des dépenses gouvernementales. Le gouvernement tentaculaire, expression générique désignant pour ainsi dire tout ce qui est payé grâce aux impôts et taxes, est devenu la tête de Turc de la société occidentale, pas seulement au Canada, mais aussi aux États-Unis. Les citoyens de pratiquement tous les pays occidentaux, mettent tout ce qui ne va pas sur le compte du gigantisme de l'appareil gouvernemental.

Ce sentiment anti-gouvernemental a été particulièrement visible avant les récentes élections américaines. Le président élu et le candidat républicain défait ont tous deux choisi comme plate-forme électorale l'opposition à l'omniprésence de Washington et au gigantisme de l'appareil gouvernemental. Le chef de l'opposition (M. Clark) a fait à peu près la même chose lorsqu'il s'est adressé aux cercles financiers canadiens. Le message transmis se résume à peu près à ceci: «Débarassons-nous de la présence encombrante du gouvernement». Cependant, un éditorialiste de l'un de nos magazines nationaux faisait remarquer récemment et je cite: «C'est un peu comme un tempérament qui demanderait un permis pour la vente de boissons alcooliques».

Cette opposition au gigantisme de l'appareil gouvernemental retrouve naturellement un regain de vigueur lorsque des hommes ayant occupé des postes-clés au sein du gouvernement comme John Turner et Simon Reisman font valoir que la principale cause de l'inflation est les dépenses gouvernementales. Il est regrettable que l'ancien ministre n'ait pas jugé bon de préciser que les dépenses du gouvernement augmentent drôlement lorsque des gens comme lui reçoivent des pensions

de plus de \$30,000 par année, pensions qui sont indexées au coût de la vie.

Je ne veux pas dire par là que beaucoup de plaintes au sujet des dépenses sont injustifiées. Quand on parcourt les rapports de l'Auditeur général de la dernière décennie, on peut relever d'innombrables exemples où le gouvernement a fait fausse route dans l'administration des deniers publics.

Si l'on regarde en outre la somme d'argent dépensée par le biais des déductions—ce sont des dépenses, n'ayons pas peur des mots—on constate que ces déductions ont fait perdre au gouvernement 6.4 milliards de dollars en recettes au cours de l'année financière 1974. Ces chiffres ont été publiés récemment par le Conseil national du bien-être social, que le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow) a déjà consignés au hansard. Il est intéressant de noter dans ce contexte que les personnes qui veulent le moins de l'intervention gouvernementale—je pense principalement aux hommes d'affaires en général—ont été les premiers bénéficiaires de l'intervention du gouvernement dans leurs affaires.

Comme on l'a déjà dit au cours du présent débat—et je vais le réaffirmer à nouveau et j'espère que d'autres députés de mon parti feront de même par la suite—aucun pays au monde n'a fait à ses entreprises de cadeaux plus appréciables sous forme de subventions, dégrèvements fiscaux, amortissements sur deux ans, frais de fusion déductibles, prêts à faible taux d'intérêt, et la liste est longue, que notre pays sous le gouvernement actuel. D'une part, il y a quelques instants j'ai mentionné qu'il existe un sentiment général selon lequel on croit que l'une de nos plus grandes erreurs a été de donner trop d'argent aux «pauvres», mais, d'autre part, si nous considérons les faits, nous constatons que notre pays s'est montré plus généreux—quand je dis notre pays, je parle des contribuables—à l'endroit des entreprises et des sociétés que tout autre pays du monde occidental. Pour reprendre les propos du premier ministre (M. Trudeau) à propos des banques, ce sont elles qui rouspètent le plus.

Mais la clameur continue de monter, du monde des affaires, de nombreux députés à ma droite et, je suppose, même de députés d'en face. Il s'ensuit qu'au lieu de mettre en pratique quelques-unes des recommandations de l'Auditeur général ou de réduire les nombreuses exemptions fiscales accordées aux sociétés et aux particuliers, le gouvernement sabre dans l'argent dont les familles ont essentiellement besoin, ou bien supprime des organismes comme la Compagnie des Jeunes Canadiens qui remplissait une fonction sociale utile avant que certains patriarches de notre société entrent en scène pour déclarer que ses membres étaient trop jeunes, trop radicaux, trop innovateurs et gaspillaient l'argent. J'ai félicité le gouvernement libéral quand il a créé la Compagnie des Jeunes Canadiens. C'était une idée admirable et je pense que s'il lui avait laissé les mains libres, sans doute aurait-elle accompli du meilleur travail encore.

Quand nous nous opposons à ces mesures, le gouvernement accuse notre parti d'avoir une attitude ambivalente à l'endroit des dépenses du gouvernement. Le plus souvent les ministériels reprennent le couplet suivant: vous voulez nous voir réduire les dépenses et quand nous le faisons, vous vous plaignez. Récemment le gouvernement a déclaré que chacun devait faire sa part pour combattre l'inflation. Je crois cependant que chaque fois que le gouvernement lance une nouvelle attaque contre